Grévistes et terroristes

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/bhce/1053>

DOI : 10.4000/bhce.1053

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 284-285

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Grévistes et terroristes », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 28 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1053> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.1053>

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Grévistes et terroristes

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Grévistes et terroristes », revue *Esprit*, n° 321, octobre 1963, p. 465-468.

- 1 L'Espagne n'a pas fini de nous étonner. Alors que tout le monde pense qu'une avant-garde d'intellectuels et une minorité de cadres ouvriers animent l'opposition au régime, au milieu d'une population passive, alors que les travailleurs paraissent ne songer qu'à l'émigration vers les pays européens développés, la grève des Asturies et du Léon poursuivie tenacement éclaire d'autres aspects de ce pays de contrastes.
- 2 Les grèves ont commencé après le refus des mineurs asturiens de participer aux élections des *enlaces* syndicaux (délégués d'entreprise dans le cadre de l'Organisation syndicale officielle). Quelques semaines plus tard, le congédiement d'un ouvrier de la mine « Llanos » déclencha dans quelques mines une grève qui fut suivie du lock-out patronal, auquel les travailleurs répondirent en étendant la grève à tout le bassin du Caudal et du Aller. Dans la première semaine d'août, ce sont les mineurs du bassin du Nalon (15 000) qui ont pris la relève des grèves, tandis que les premiers rentraient au travail. Depuis le 20 août, les mineurs de Villablino et du bassin du Torio (Léon), les ouvriers de la « Minéro-Sidérurgie » de Ponferrada, ceux de la mine « La Camocha » (près de Gijón) ont rejoint le mouvement qui touche plus de 20 000 travailleurs, sans compter les 9 000 qui furent à son origine.
- 3 Ces grévistes appuient des revendications professionnelles très précises, mais ils demandent aussi la réintégration de leurs camarades de travail licenciés en 1962 et –ce qui est le plus important– la liberté syndicale. Ils se refusent, en dépit de toutes les menaces et de la famine qui cerne déjà leurs foyers, à reconnaître les syndicats « verticaux » officiels et leurs fonctionnaires nommés par le « Mouvement ». Tout cela se passe calmement, sans bruit, sans violences, dans un souci de dignité et d'ordre.

- 4 Le gouvernement et la direction des entreprises, assistés par les fonctionnaires syndicaux, ont essayé tous les moyens pour que les ouvriers reviennent sur leur attitude : la promesse d'une convention collective (négociée par les syndicats officiels), la calomnie qui présente la grève comme « un mouvement dirigé de l'étranger » et surtout la fermeture des puits au fur et à mesure que leurs ouvriers se mettent en grève. Chaque semaine, les puits sont rouverts un jour ou deux ; très peu d'ouvriers se rendent au travail –jusqu'à maintenant jamais plus de 10 %– et le lendemain ils sont fermés à nouveau. On mise sur la faim. D'autre part, dans les milieux d'affaires, on parle déjà de la nécessité de réorganiser de fond en comble la production des charbonnages (l'outillage est très vieux et les prix de revient trop élevés), mais les entreprises voudraient faire retomber sur l'état les frais des nouveaux investissements ou la tâche –bien difficile– d'une reconversion partielle de la main-d'œuvre.
- 5 Ces grèves prouvent l'existence d'organisations ouvrières clandestines. Personne ne peut croire à la spontanéité d'un mouvement tellement organisé : un jour des délégués (authentiques) des mineurs discutent jusqu'à minuit avec le chef provincial des syndicats sans arriver à se mettre d'accord ; le lendemain, à huit heures, la grève commence. On se rend compte également que les mineurs ne font confiance qu'aux délégués nommés vraiment par eux-mêmes.
- 6 Ensuite, et malgré quelques informations de presse en sens contraire, on constate que les mots d'ordre de grève sont populaires, puisqu'ils sont unanimement suivis. On ne peut pas parler ici de crainte, car la seule coercition exercée est celle des autorités, des syndicats officiels, de la presse, etc.¹
- 7 Enfin, le mot d'ordre de « liberté syndicale » et le refus d'admettre les syndicats « verticaux » comme représentatifs des ouvriers ont un très net caractère politique. C'est bien là que le gouvernement ne peut pas céder, car l'organisation syndicale est une pièce essentielle de.
- 8 Cependant d'autres événements politiques de ces dernières semaines portent un signe bien différent. Il s'agit des explosions de plastic au bureau des passeports de la Sûreté madrilène (faisant 17 blessés, tous de condition populaire) et devant la Maison des syndicats. Trois jours plus tard, la police arrêtait deux jeunes anarchistes, Francisco Granados et Joaquín Delgado, accusés d'avoir commis ces actes terroristes. La presse s'empara de l'affaire et publia des récits assez bizarres sur l'arrestation, qui aurait été faite par un caporal de la Garde civile sur la voie publique, pour de simples raisons de police de mœurs. En quelques heures, on découvrait 20 kg de plastic et une mitrailleuse que les accusés cachaient dans une maison madrilène.
- 9 Trois semaines après, Granados et Delgado ont comparu devant un conseil de guerre, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il a fait toutes les entorses possibles à la procédure judiciaire admise dans le monde civilisé. Les accusés ont nié avoir été les auteurs des explosions des 29 et 30 juillet, mais non avoir posé une bombe à Francfort, il y a quelques mois, dans un avion des lignes espagnoles et avoir organisé l'entrée en Espagne des explosifs découverts. Ces aveux semblent confirmés par les notes que le Conseil des Jeunesses libertaires de l'Espagne et du Portugal a fait distribuer aux correspondants de presse à Madrid.
- 10 Francisco Granados et Joaquín Delgado ont été condamnés à mort ; la sentence a été confirmée par le capitaine général de Madrid, García Valiño, et exécutée le 17 août à la prison de Carabanchel. L'exécution a été faite par « garrot vil », procédé consistant à

rompre les vertèbres cervicales avec un collier de fer et qui est réservé à « ceux qui ne sont pas dignes du peloton d'exécution ».

- 11 Il est évident que la peine ne correspond pas aux actes imputés, que le jugement a été rendu au mépris des garanties les plus élémentaires de procédure, que l'esprit de haine a régné encore une fois dans ces tribunaux d'exception qui pourtant siègent sous un crucifix. La Confédération internationale des syndicats chrétiens, l'ensemble des organisations syndicales françaises et italiennes, des parlementaires italiens et de la République fédérale allemande qui ont condamné vivement cette exécution, ainsi que les dockers de Gênes qui ont boycotté pendant dix jours tous les navires espagnols, avaient toutes les raisons pour agir ainsi. Il nous faut cependant ajouter que la terreur et la violence ne peuvent que rendre service à un régime qui cherche des prétextes pour exercer cette terreur et cette violence contre ses opposants de toutes les tendances. On ne sait que trop bien que les tenants du Pouvoir en Espagne fondent leur politique sur le maintien d'un climat de guerre civile, qu'ils ne souhaitent pas voir pansées les blessures d'autrefois, qu'ils comptent sur la survivance des rancunes pour se maintenir en place grâce à la division des Espagnols. Ils essayent d'intimider les nombreuses couches de la population qui, malgré leur mécontentement, acceptent le régime par crainte de retomber dans les horreurs d'une lutte sanglante. Cette politique est sciemment menée par la presse et surtout par la radio et la télévision ; elle utilise n'importe quel acte de terreur individuel qui, loin d'ébranler le régime, lui fournit des arguments et des possibilités de survie. Il faut dire d'ailleurs que l'homme de la rue réagit, comme il l'a fait ces dernières semaines, contre ce genre de violence. Par contre, il ne réagit jamais contre des grévistes, contre des manifestants, qu'ils soient ouvriers ou étudiants.
- 12 L'Espagne ne retrouvera sa liberté que par l'action concertée des Espagnols, en bannissant la haine, en refusant d'accepter comme inéluctable l'engrenage cruel des larmes et du sang.

NOTES

1. Les dernières informations provenant d'Espagne font état de l'arrestation de nombreux grévistes et des mauvais traitements qu'ils auraient subis entre les mains de la Garde civile l'appareil politique du régime. Des grèves déclenchées par solidarité (celle des métallos de Mieres et de Ponferrada, des chantiers navals de Gijón) ont aussi un caractère politique, ainsi que les manifestations de plus de 2 000 ouvriers dans les rues de Bilbao, demandant la réintégration des ouvriers licenciés et de nouvelles élections syndicales avec des garanties suffisantes.